

**Bastien REMY**

Université de Szeged – Sciences Po Lille

## Comparaison de la politique de cohésion en France, Royaume-Uni et Roumanie

La politique de cohésion pour la période 2014-2020 fut mise en place dès 2011 et les différents projets ont été finalisés en août 2014 entre la Commission et les Etats Membres, et son budget ratifié en novembre 2013. Cette politique est destinée à compenser les effets néfastes du marché commun sur les territoires les plus fragiles (principalement les pays membres depuis 2004) et elle est un levier considérable pour accroître le développement des «Amis de la politique de cohésion», c'est-à-dire les 15 Etats les plus pauvres qui en bénéficient prioritairement. Avec un budget de 252 milliards d'euros pour la période citée, cette politique est réalisée par les fonds structurels que sont les Fonds de Cohésion (FC), le Fonds Social Européen (FSE) et le FEDER (Fonds européen de développement régional) et semble un peu moins audacieuse que dans le précédent plan, au regard de la baisse de sa dotation. Succédant à la Stratégie de Lisbonne, la stratégie Europe 2020 a largement influencé l'orientation des missions de la politique de cohésion. Cette stratégie met l'accent sur l'emploi (75% de la population en emploi entre 20 et 64 ans), l'innovation (allocation de 3% du PIB de l'UE dans la recherche et le développement), l'éducation (30% de

diplômés de l'enseignement supérieure, et moins de 10% d'abandon scolaire) et la pauvreté (faire sortir 20 millions de personnes de la pauvreté).

Les objectifs de la politique de cohésion ont donc été adaptés en conséquence. Les priorités définies par la Commission Européenne et le Conseil de l'UE sont la recherche et l'innovation, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) et la transition vers une économie à faibles émissions de CO<sub>2</sub>. Les changements d'approche par rapport à la période 2007-2013 peuvent être recensés au nombre de trois: une plus forte concentration thématiques (les thèmes cités au-dessus), ensuite des conditions «ex-ante» pour la réception des fonds (focalisation sur la perspective de résultat et contraintes environnementales), et des conditionnalités macroéconomiques (suspension des financements en cas de mauvaise gouvernance économique sur décision du Parlement et de la Commission). L'accent sera aussi porté sur la simplification des demandes d'aide et la gratification de fonds supplémentaires pour récompenser les programmes les plus performants.

Cependant, il faut observer que cette approche peut comprendre des failles, puisqu'elle applique une même stratégie pour des pays qui ont des caractéristiques économiques, sociales, politiques, culturelles et territoriales différentes. Une approche uniforme est donc susceptible d'être inefficace, et c'est ce que nous souhaitons étudier à travers les cas de la Roumanie, la France et le Royaume-Uni. Le premier pays est intéressant du fait de sa récente entrée dans l'Union Européenne, ses nombreux retards de développement et surtout les accusations de corruption, de dysfonctionnement des autorités locales et de déficiences en matière de gestion des fonds<sup>1</sup>. La France et le Royaume-Uni diffèrent eux dans leur approche en tant que pays créditeurs: le Royaume-Uni rechigne à contribuer à cette politique<sup>2</sup>, tandis que la France veut maintenir les fonds dont il bénéficie, quitte à modifier les règles d'attribution<sup>3</sup>. Il sera donc intéressant d'observer les positions de

---

1 Mihăilescu, Grațian, «Roumanie: Comment s'est produit le désastre des fonds européens?», Regard sur l'Est, 1<sup>er</sup> décembre 2012

2 Ricard, Philippe, «Le Royaume-Uni exige la réduction drastique du budget de l'Union européenne», *Le Monde*, 21 novembre 2012

3 Euractiv, «Régions en transition : dix territoires concernés», 15 mars 2012

chacun, et surtout comment chacun des trois Etats Membres bénéficie de l'un ou l'autre versant de la politique. Notre objectif est, à partir de ces exemples, d'évaluer l'approche de la politique de cohésion plus généralement.

Au regard de trois exemples de pays, peut-on affirmer que la politique de cohésion, orientée par la stratégie Europe 2020, est adaptée à l'ensemble des pays ?

Nous présenterons dans un premier temps les mérites de la politique de cohésion, avant d'observer dans un second temps qu'à bien des égards elle est perfectible, et ne s'adresse pas de façon optimale aux défis de l'intégration. Suite à ces parties analytiques, nous formulerons un point de vue plus subjectif en présentant les possibles réformes de la politique de cohésion.

## **I] Des leviers d'action commun: la décentralisation et le soutien aux PME**

### **A) Trois projets pour trois pays différents.**

Il convient, de façon descriptive, d'observer les caractéristiques des pays, et les priorités définies pour la période 2014-2020. Concernant la France, 40 programmes opérationnels sont gérés à l'échelle française, pour un montant alloué de 15,9 milliards d'euros. On constate que ce sont les régions les plus développées qui captent principalement ces fonds (6,35 milliards d'euros) aux dépens des régions en transition et des régions les moins développées. Les projets ont principalement comme optique d'améliorer l'emploi et l'inclusion sociale, notamment dans les régions les moins développées que sont les territoires d'outre-mer<sup>4</sup>.

---

4 Commission Européenne, DG de la Politique Régionale et Urbaine « Politique de cohésion en France 2014-2020 », Août 2014, Bruxelles

Concernant le Royaume-Uni, 17 programmes opérationnels sont gérés pour un montant alloué de 11,8 milliards d'euros. De même que pour la France, les régions les plus développées sont principalement ciblées, et le pays compte quelques rares régions périphériques moins développées. Tout comme la France, l'emploi est une priorité, ainsi que la compétitivité<sup>5</sup>.

Enfin, la Roumanie gère 6 programmes opérationnels de 2014 à 2020 pour un montant alloué de 23 milliards d'euros. Il est intéressant de voir que dans le cas de la Roumanie ce sont les régions les moins développées qui captent la quasi-intégralité des fonds (97%). Les projets portent prioritairement sur l'emploi, les infrastructures et services publics ainsi que sur l'environnement<sup>6</sup>.

## B) L'avantage de la flexibilité.

Un premier atout que l'on peut reconnaître dans le programme pluriannuel 2014-2020 est sa capacité d'adaptation aux contextes nationaux et régionaux. Bien que des directions doivent être suivies, notamment au regard de la stratégie Europe 2020, la politique de cohésion accepte une forme de flexibilité en faveur d'une plus forte décentralisation de cette politique de redistribution<sup>7</sup>, ce qui permet de mieux satisfaire les attentes des citoyens. Pour le constater, on peut observer la chronologie synthétisée de la procédure d'adoption de la politique de cohésion. Après l'établissement d'un budget européen et d'une allocation nationale, chaque Etat membre établit un cadre de référence stratégique régional qui consiste en une stratégie et une liste de programmes opérationnels, transmis à la Commission sous cinq mois, la Commission remet d'éventuels commentaires sous trois mois. Cette liste de programmes opérationnels est élaborée par chaque pays, avec la participation de la société civile, des employeurs et travailleurs. Le

---

5 Commission Européenne, DG de la Politique Régionale et Urbaine « Politique de cohésion au Royaume-Uni 2014-2020 », Août 2014, Bruxelles

6 Commission Européenne, DG de la Politique Régionale et Urbaine « Politique de cohésion en Roumanie 2014-2020 », Août 2014, Bruxelles

7 Oates, W, *Fiscal federalism*, New York, Harcourt, 1972

travail est coordonné par des autorités de gestion locales, permettant donc une consultation interne et une plus grande précision. Et ça c'est important : prenons l'exemple de la région l'Ile-de-France, donc le PIB est parmi les premiers en Europe, mais qui connaît de fortes inégalités de richesses. Si l'allocation des ressources était organisée à l'échelle européenne ou nationale, il est possible que l'on omette ce facteur d'inégalités, en regardant les indices globaux de l'unité territoriale. La décentralisation de la prise de décision permet au contraire une finesse d'analyse et un projet plus ciblé, prenant en compte les facteurs culturels comme économiques. Ce cadrage au plus proche des réalités du terrain est par ailleurs aussi valable pour le Royaume-Uni et la Roumanie.

### C) L'accent sur les PME

Une autre réalisation positive de la politique de cohésion, dans sa formulation pour 2014-2020, réside dans la volonté de dynamiser les PME comme un des objectifs premiers. Il est en effet crucial d'utiliser ce levier, au regard des statistiques sur les entreprises européennes: 99,8% des entreprises européennes sont des PME (moins de 50 employés), et le nombre de micro-entreprises (moins de 10 salariés) est proche de 96% en moyenne dans les pays les moins développés. Le soutien aux PME est donc un levier crucial pour l'emploi, l'innovation et l'inclusion sociale, sans oublier la croissance économique et la convergence. La responsabilisation des PME se fait au travers de prêts (plutôt que de subventions) et les projets contribuant à l'employabilité de main d'œuvre et à la création d'entreprises ont la priorité des autorités de gestion des fonds. Rajoutons par ailleurs que l'activité des PME et micro-entreprises se situe sur un marché plutôt national voire locale, générant ainsi des externalités positives, une offre plus fournie et donc une dynamique positive.

*Ces quelques facteurs tendent à indiquer que la politique de cohésion, telle que construite pour la période 2014-2020, est à même de répondre aux défis de pays différents, en agissant sur des leviers essentiels (comme les PME) et en assurant une prise de décision au plus proche des citoyens, soit autant de dénominateurs communs efficaces. Cependant des critiques*

*peuvent être formulées, principalement à cause de l'alignement des objectifs de la politique de cohésion sur ceux de la stratégie Europe 2020.*

## **II] Les facteurs d'inadaptation de la politique de cohésion à tous ces pays**

### **A) L'approche par le résultat**

Une première mesure discriminante introduite dans la politique de cohésion est l'approche par le résultat<sup>8</sup>. Cette mesure consiste à insister sur la capacité des projets à remplir les objectifs assignés par la Commission. En conséquence, cela aboutit à trois choses : d'abord une plus grande sélectivité des projets (donc moins de projets globalement), ensuite un plus grand contrôle de la prise de décision, moins d'aléas dans la sélection (favoritisme) puisque le critère est objectivement formulé. Ce dernier point sera très sûrement positif dans le cas de la Roumanie, qui a connu précisément des soucis de gestion à l'échelle locale, aboutissant à la suspension de trois programmes: le Programme opérationnel sectoriel pour le transport (POST), le Programme opérationnel sectoriel pour l'augmentation de la compétitivité économique (POSCCE) et le Programme opérationnel régional (POR). Cependant, les entraves pourraient se multiplier pour la Roumanie, conduisant à une faible absorption des fonds: en effet les charges sur les bénéficiaires vont croître, la complexité de la procédure sera plus importante et les risques de retrait des fonds pour une mauvaise gestion peuvent potentiellement décourager certains entrepreneurs. Par ailleurs, la sélection des projets se fait par les autorités locales qui, dans les Etats nouvellement membres, ont moins d'expérience et d'expertise: les structures d'allocation de gestion ont en effet été créées au cours de la phase d'adhésion à l'UE, c'est-à-dire au début des années

---

8 Gross Frederike, Polverari Laura, « EPRC Project generation and selection in Cohesion policy in 2014-2020 : between results-orientation and micro-management », University of Strathclyde Glasgow, 27 mai 2014

2000 pour la Roumanie, à l'inverse de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) qui existe depuis 1963 en France.

## B) Les objectifs environnementaux et d'innovation

Parmi les priorités de la politique de cohésion figurent l'innovation et le respect de l'environnement. On peut toutefois se demander si ces deux objectifs sont bien judicieux pour les 15 pays les moins développés de l'UE. D'une part, l'innovation dépend de facteurs et de positions sur le marché sur le long terme, or les pays d'Europe de l'Ouest ont un avantage jusqu'à présent. Engager ces pays sur la voie de l'innovation consiste surtout à les encourager à ouvrir leur marché et à orienter leurs efforts sur un secteur où la compétitivité de l'Allemagne, la France ou du Royaume-Uni est forte. Preuve en est de la récente adoption du brevet unitaire européen, présenté comme une opportunité pour les petites structures – notamment celles d'Europe Centrale et Orientale – de faire protéger leurs inventions à l'échelle européenne. Sous couvert de faciliter leur capacité d'innovation, il s'agit surtout d'ouvrir leur secteur de l'innovation à la compétition des brevets occidentaux plus nombreux, et à terme contraindre leurs propres capacités d'innovation. Par ailleurs, il est certain que la croissance de ces pays moins développés passe par des réformes structurelles (administration, industries, transports, éducation) qui seront des prémices d'une véritable politique de l'innovation.

D'autre part, si la protection de l'environnement est un défi majeur pour l'Europe, on peut y voir une façon de contraindre les pays nouvellement industrialisés à limiter leur croissance économique (l'argument est par ailleurs utilisé par la Chine à l'échelle internationale). Des politiques et fonctionnaires polonais ont par ailleurs souligné que la politique de l'environnement était en partie un moyen de promotion des technologies d'Europe de l'Ouest: en encourageant les Pays d'Europe Centrale et Orientale à investir dans des énergies propres, des entreprises allemandes comme Siemens ou danoises comme Vestas (énergie éolienne) trouvent des débouchés sur de nouveaux marchés. En

conséquence, la Pologne s'est toujours prononcée en faveur de quotas minima pour l'émission de gaz à effet de serre<sup>9</sup> (la Pologne consommant majoritairement du charbon) et a refusé de signer certains accords, tout en étant le pays qui touche le plus de fonds structurels et de fonds de cohésion (le revenu moyen par habitant en Pologne se situe à peine à 50% de la moyenne de l'UE). Cela permet de relativiser la capacité de coercition des acteurs européens et le sérieux de la politique environnemental.

### C) Les conditionnalités macroéconomiques

Notons enfin que, dans un contexte marqué par les réductions de déficits budgétaires, la Commission a souhaité conditionner l'octroi des aides à des indicateurs macroéconomiques, afin de s'assurer de la stabilité du pays. Ceci est une suggestion potentiellement positive de manière générale mais malvenue à cette période-ci. En effet, la réduction des déficits budgétaires est le fruit d'un mauvais cadrage de la crise de la part des principaux dirigeants européens en 2008 (principalement Nicolas Sarkozy et Angela Merkel), et ne correspond pas aux besoins des économies européennes pour une relance. Au contraire, une croissance économique peut supposer un endettement à court terme, à des fins d'industrialisation, d'éducation ou de grands projets. Par ailleurs, il est mal venu de pénaliser des régions, qui reçoivent les aides, en raison d'indices macroéconomique qui sont nationaux. Il existe une différence d'échelle notable entre la région et l'État.

*Il apparaît ainsi au regard du développement précédent que la politique de cohésion souffre de deux biais : le premier est celui du maintien des préférences des Etats d'Europe de l'Ouest, le deuxième est celui des contraintes imposées par l'agenda Europe 2020. Il existe toutefois des aménagements possibles, dans le cadre des faiblesses identifiées plus tôt mais aussi de façon plus globale. Nous en avons identifiés quatre.*

---

<sup>9</sup> Zasuń, Rafał, « Pourquoi la Pologne dit non à la politique climatique », *Gazeta Wyborca*, 12 mars 2012



### III] Les possibles voies de réformes de la politique de cohésion

#### A) Limitation l'influence nationale dans la définition des critères d'attribution des fonds de cohésion

Si la politique de cohésion est une politique régionale, il n'en reste pas moins qu'elle laisse beaucoup de place à l'échelon national. Ceci est nécessaire puisque le gouvernement est le fondement de la légitimité, et le contrôle partiel des fonds par l'Etat permet une plus grande vision d'ensemble mais dans une certaine mesure seulement. En effet, les Etats peuvent faire preuve d'un lobbying intense parfois néfaste pour l'Union. En voici deux exemples: D'abord, la France a fait pression, notamment sur l'Allemagne, afin d'obtenir la création d'une nouvelle catégorie contestée de «région en transition» ce qui lui a permis de «récolter» 4 milliards d'euros. Comment ? en changeant les catégories d'attribution (les **régions en transition ayant un PIB** compris entre 75% et 90% de la moyenne de l'UE, ce qui concerne dix des régions françaises). Un deuxième exemple est celui du Danemark, qui a plaidé lors de sa présidence tournante en 2012 pour l'introduction de l'approche par les résultats, qui conduit aux conséquences citées précédemment et qui pénalisent les Etats de l'Est. Tout ceci ne veut pas pour autant dire qu'il faudrait une prise de pouvoir des régions: la forte capacité de lobbying de certaines à Bruxelles serait un biais dangereux (à l'image de la représentation efficace des intérêts des Länders).

#### B) Etablir un coefficient national du coût de l'investissement

Une autre réforme possible concerne le montant alloué pour les réformes et projets à mener. Au regard des sommes importantes allouées, par exemple, à la Pologne, on peut se demander s'il ne serait pas judicieux

d'établir un coefficient national relatif au prix des services et des aménagements pour chaque pays. En effet, un projet qui nécessite une main d'oeuvre, une action de service tertiaire ou des outils de production sera toujours moins cher à réaliser en Pologne qu'au Royaume-Uni, du fait du prix plus faible de ces facteurs. Ainsi une même enveloppe permet de mieux mener certains projets à l'«Est» qu'à l'«Ouest». Cette remarque a été formulée par le gouvernement britannique<sup>10</sup> et semble avoir un certain sens, au regard du levier formidable (et peut-être démesuré) que constituent les Fonds de Cohésion en Pologne, lui ayant permis de gagner plusieurs points de PIB.

### C) La non prise en compte de l'organisation des territoires nationaux.

Les fonds de la politique de cohésion sont alloués dans des unités territoriales, selon une classification établie par Eurostat. Ainsi ce sont les entités de type 2 de la Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques (NUTS) qui perçoivent les fonds, correspondant approximativement aux régions administratives françaises, aux comtés britanniques et aux régions en développement en Roumanie, créées de toute pièce dans la perspective d'intégrer l'UE en 1998.

Ainsi, le développement de la politique de cohésion s'est focalisé sur ces entités, mais sans prise en compte de l'intégration des régions dans un pays: en effet, même si quelques régions sont peu développées et connaissent des faiblesses structurelles, l'État est susceptible, selon sa Constitution et sa pratique nationale de la politique régionale, de contribuer à la croissance de ces régions. Or, la politique de cohésion ne prend pas en compte ces transferts verticaux et horizontaux qui sont pourtant nombreux en Europe. La France, en tant que pays très centralisé, contribue activement au soutien financier de ses régions, qui ont peu d'autonomie fiscale. L'Allemagne, malgré le fédéralisme et la différence de développement entre l'Est et l'Ouest, a largement

---

10 Government of the United Kingdom, Department for Business Innovation and Skills, « 1 Bis research paper N°179. Literature review on EU Cohesion Policy », Février 2014

contribué au redressement de l'ancienne-RDA, grâce aux transferts fiscaux du fédéralisme coopératif.

Ce défaut est tenu tout entier dans un des grands principes de la politique de cohésion: l'additionnalité. L'additionnalité consiste à cumuler les financements nationaux et européens. S'il est écrit que les financements se complètent, on relève dans la pratique que les régions bénéficiant de ces doubles subventions sont plus dynamiques.

## D) Une alternative à la régionalisation?

Une dernière mesure envisageable, concernant également l'organisation du territoire, serait une alternative à l'allocation des fonds structurels pour l'échelon NUTS 2. Il existe en effet des secteurs de l'activité qui seraient mieux administrés à une échelle nationale voire transnationale. Si l'on pense aux industries ou aux technologies de l'information, ce sont souvent des projets d'envergure nationale. Ainsi des économies d'échelle et de meilleures synergies pourraient être créées par une administration à l'échelle du pays. Concernant l'environnement (qui génère de nombreuses externalités négatives, notamment territorialement), il serait également envisageable de recourir à des plans transnationaux, voire deux plans globaux pour l'Union Européenne, dont un permettrait aux pays des régions les moins développées d'atteindre un plafond global d'émissions supérieur à celui d'industrie d'Europe de l'Ouest, pour qui la transition énergétique a déjà commencé. A mi-chemin entre le national et le global, on pourrait aussi repenser une politique des industries à l'échelle de la mégalopole européenne qui s'étend de Londres à Milan.

## Conclusion

Globalement, on peut conclure que l'approche uniforme de la politique de cohésion porte préjudice à sa réussite, même si certaines réformes sont en marche pour mieux répondre aux besoins des régions moins développées. On se trouve toujours enfermé dans un dilemme, entre une

décentralisation plus poussée pour que la décision soit plus adaptée au projet, et le risque de devoir pâtir de l'incompétence des autorités locales.

On peut toutefois craindre, à long terme, que la politique de cohésion demeure dans les mains des pays les plus développés qui ont une plus forte capacité de lobbying et orientent les priorités de la politique de cohésion (i.e politique de l'innovation et de l'environnement). Ce sont ces mêmes pays qui avaient œuvré à un cadrage très particulier de la crise de la dette, blâmant les dépenses publiques et conduisant, entre autres, à la baisse du budget de la politique de cohésion (baisse de 30 milliards d'euros, soit 8%). On peut toutefois anticiper que la montée en puissance de la Pologne, qui est aussi le premier bénéficiaire et figure de proue des «Amis de la politique de cohésion», permettra de rebattre les cartes et les rapports de force, c'est-à-dire mettre en place un nouvel ordre européen.

## **Bibliographie**

### **– Livre**

Oates, Wallace, *Fiscal federalism*, New York, Harcourt, 1972, 256p

### **– Rapports institutionnels**

Gross Frederike, Polverari Laura, « EPRC Project generation and selection in Cohesion policy in 2014-2020 : between results-orientation and micro-management », University of Strathclyde Glasgow, 27 mai 2014, accès le 7 novembre 2014 sur [http://www.eprc.strath.ac.uk/iqnet/downloads/IQ-Net\\_Reports%28Public%29/Thematic\\_paper\\_34%28%29\\_plus\\_annex.pdf](http://www.eprc.strath.ac.uk/iqnet/downloads/IQ-Net_Reports%28Public%29/Thematic_paper_34%28%29_plus_annex.pdf)

Government of the United Kingdom, Department for Business Innovation and Skills, « 1 Bis research paper N°179. Literature review on EU Cohesion Policy », Février 2014, accès le 7 novembre 2014 sur [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/336227/bis\\_14\\_988\\_BALANCE\\_OF\\_COMPETENCES\\_COHESION\\_REVIEW\\_2.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/336227/bis_14_988_BALANCE_OF_COMPETENCES_COHESION_REVIEW_2.pdf)

Commission Européenne, DG de la Politique Régionale et Urbaine  
« Politique de cohésion en France 2014-2020 », Août 2014, Bruxelles,  
accès le 7 novembre 2014 sur [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/information/cohesion-policy-achievement-and-future-investment/factsheet/france\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/information/cohesion-policy-achievement-and-future-investment/factsheet/france_fr.pdf)

Commission Européenne, DG de la Politique Régionale et Urbaine  
« Politique de cohésion au Royaume-Uni 2014-2020 », Août 2014, Bruxelles, accès le 7 novembre 2014 sur [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/information/cohesion-policy-achievement-and-future-investment/factsheet/united\\_kingdom\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/information/cohesion-policy-achievement-and-future-investment/factsheet/united_kingdom_en.pdf)

Commission Européenne, DG de la Politique Régionale et Urbaine  
« Politique de cohésion en Roumanie 2014-2020 », Août 2014, Bruxelles, accès le 7 novembre 2014 sur [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/information/cohesion-policy-achievement-and-future-investment/factsheet/romania\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/information/cohesion-policy-achievement-and-future-investment/factsheet/romania_en.pdf)

#### **- Articles de presse**

Ricard, Philippe, «Le Royaume-Uni exige la réduction drastique du budget de l'Union européenne», *Le Monde*, 21 novembre 2012, accès le 7 novembre 2014 sur [http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/11/21/le-royaume-uni-exige-la-reduction-drastique-du-budget-de-l-union-europeenne\\_1793614\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/11/21/le-royaume-uni-exige-la-reduction-drastique-du-budget-de-l-union-europeenne_1793614_3214.html)

#### **- Presse internet**

Euractiv, *Le bras de fer sur la réforme de la politique régionale de l'UE touche à sa fin*, 12 novembre 2013, accès le 7 novembre 2014 sur <http://www.euractiv.fr/priorites/la-reforme-de-la-politique-de-co-news-531587>

Euractiv, «Régions en transition : dix territoires concernés», 15 mars 2012, accès le 7 novembre 2014 sur <http://www.euractiv.fr/collectivites-locales/regions-transition-territoires-concernes-14024.html>

Mihăilescu Grațian, «Roumanie: Comment s'est produit le désastre des fonds européens?», Regard sur l'Est, 1<sup>er</sup> décembre 2012, accès le 7 novembre 2014 sur [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1356&PHPSESSID=c1790e42047f408dfa9c81a1dc48119a](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1356&PHPSESSID=c1790e42047f408dfa9c81a1dc48119a)

Zasuń, Rafał, « Pourquoi la Pologne dit non à la politique climatique », *Gazeta Wyborca*, 12 mars 2012, accès le 7 novembre 2014 sur <http://www.voxeurop.eu/fr/content/article/1612771-pourquoi-la-pologne-dit-non-la-politique-climatique>